

Éducation nationale

Grève contre la réforme de l'évaluation et les suppressions de postes

À l'appel des syndicats, dont FO, environ 40% des enseignants ont cessé le travail pour exiger le retrait des projets de décret sur le changement du mode de notation des personnels et l'annulation des 14.000 suppressions d'emplois prévues en 2012.

Les enseignants se sont de nouveau mobilisés mardi pour exiger le retrait des projets de réforme de leur notation pédagogique et l'annulation des milliers de suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre. Environ 40% des professeurs des écoles primaires, des collèges et lycées avaient répondu ainsi au mot d'ordre de grève lancé par la plupart des syndicats de l'Éducation nationale, dont FO. Sans compter les multiples défilés organisés en province, ils étaient plus de 20.000 à battre le pavé parisien dans le cadre d'une manifestation nationale. «Une grève franche sur des revendications claires malgré la séquence politique actuelle dominée par la campagne présidentielle», s'est félicité Hubert Raguin, secrétaire général de la FNEC-FO, avant de souligner que «cette grève plus significative que celle du 15 décembre dernier montre, si besoin était, l'attachement des agents au service public et à leurs statuts».

À propos des projets de décrets devant modifier leur mode d'évaluation, les personnels refusent que l'évolution de leur carrière soit livrée à l'arbitraire de leurs supérieurs hiérarchiques directs. «Le chef d'établissement prendrait le pas sur l'inspecteur d'Académie, qui note aujourd'hui la pédagogie des enseignants en toute impartialité. Et c'est inacceptable!», tonne Hubert Raguin. Pour FO, «à l'instar des précédentes contre-réformes du gouvernement (lycées, autonomie des établissements, ECLAIR, Mastérisation), ces projets s'inscrivent, quoi qu'on en dise, dans la droite ligne des mesures d'austérité et de la RGPP visant toutes à réduire la masse salariale et à poursuivre la suppression de dizaines de milliers d'emplois publics». À la rentrée 2012, pas moins de 14.000 postes supplémentaires doivent être rayés de la carte scolaire dans le primaire et le secondaire. Au total, 80.000 emplois auront ainsi disparu en moins de cinq ans.

Jour après jour du 01/02/2012



<http://fovatinier.free.fr/>